

L'ACCORD GEPP D'ORANGE, UNE VIOLENTE SAIGNEE AFFIRMEE

Après pas moins de 24 386 emplois supprimés en 3 ans, chez Orange SA, maison-mère, la saignée dans ses effectifs se poursuit. Après des mois de négociations à huis clos, l'accord GEPP, signé, le 10 février dernier, entre la direction et les trois syndicats représentatifs (CFDT F3C, CFE CGC Orange et CGT Fapt), n'est autre qu'un permis de destruction massive d'emplois, un plan social boursier, pour combler l'appétit de parasites, tels que BlackRock et autres fonds de pension américains. Les trois quarts des emplois ne seront pas remplacés.

Pour s'assurer de leur signature, la direction y a intégré un nouveau Temps Partiel Sénior (TPS) avec l'objectif de 6 000 départs (1 500 départs séniors/an), sur environ 25 000 salarié-es, éligibles à la retraite d'ici les 5 années à venir, soit le tiers des effectifs de la maison-mère. Orange ne comptant plus que 60 000 salarié.es, fin 2024, Mme Heydemann va donc pouvoir sabrer dans les effectifs pour atteindre les 35 000 en 2029, dans un climat social délétère.

Quant aux 6 000 recrutements en CDI, la majorité d'entre eux sont réservés, en réalité, aux filiales qui dépendent de conventions collectives moins favorables que celle de la maison-mère. La nouveauté est le congé de mobilité. Une supercherie qui laisse jusqu'à 2 ans de réflexion aux salarié.es catalogué.es sur un "métier décroissant", avant leur sortie définitive du groupe. Le réseau RH se déploie déjà dans les services à la recherche de volontaires à la mobilité.

Cet accord antisocial répond à « la priorité absolue de la direction de réduire les coûts indirects de 600 millions € en 2025 et d'économiser 700 millions € d'achats, à moyen terme », selon le Directeur Exécutif Finance, Performance et Développement, Laurent Martinez, qui, non content d'avoir « généré grâce à l'IA 200 millions € de valeur », en 2024, compte en réaliser encore « plus de 300 millions € », en 2025. La grande remplaçante sera bien l'IA générative.

Voilà bientôt 3 ans que les salarié.es d'Orange endurent la politique néfaste de la DG, Christel Heydemann, soutenue par l'Etat. Après avoir été parachutée à la tête de la multinationale par l'ancien locataire de Bercy "au dérapage de 50 milliards d'euros de déficit au budget de l'Etat en un an...", M. Bruno Le Maire, elle dépasse son prédécesseur, Stéphane Richard, dont la prouesse fut de supprimer 31 500 emplois, en 10 ans.

Forte de ses exploits chez Alcatel-Lucent, C. Heydemann s'emploie à transformer Orange, au détour du fameux programme "Lead the future", sur fond de désorganisations incessantes, dont l'objectif ultime est de déstabiliser le personnel, tout en déstructurant la maison-mère, au profit de certaines filiales, qu'elle cédera ensuite, au gré du marché, comme pour OCS et Orange Bank, bradées à ses amis et partenaires du CAC 40, Bonafé de BNP Paribas et Bolloré de Canal+.

La sécurité de l'emploi n'étant plus assurée, cette réalité désastreuse soulève de vives inquiétudes.

Dans ce contexte anxiogène, où le récent rapport de l'enquête triennale du Comité National de la Prévention du Stress (CNPS) nous ramène aux années tragiques de l'époque Lombard, SUDPTT réclame un moratoire sur toutes les réorganisations, les fermetures des boutiques et les mobilités forcées ainsi que sur le déploiement de l'IAG, imposée au personnel comme aux usagers d'Orange.

Contact V. Malavergne, 0682837834, irpftsud@sudptt.fr



FÉDÉRATION DES ACTIVITÉS POSTALES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

www.sudptt.org

25-27 rue des Envierges 75020 Paris
sudptt@sudptt.fr 01 44 62 12 00